
Je crois personnellement que l'état actuel des relations Nord-Sud est largement le fruit du manque de clarté des objectifs que nous poursuivons sur la scène politique internationale. On s'entend généralement sur le concept d'un nouvel ordre économique international, mais seulement au niveau de ce que j'appellerais l'abstraction et la généralisation. Lorsque vient le moment de traduire ces abstractions en des arrangements concrets, le mécanisme de négociation nous fait défaut.

On a beaucoup parlé de la nature du processus de négociation, et de la nécessité de trouver des moyens de négocier à un niveau moins global. Je ne m'attarderai pas sur ce sujet; j'ajouterai seulement que je comprends la dynamique politique qui sous-tend la solidarité des pays en développement aux fins de la négociation. Mais dans la mesure où elle obscurcit les réalités économiques, cette dynamique est une composante de notre problème politique.

Ce que l'on obtient alors, au mieux, c'est de progresser sur des points marginaux.

Cette solution a du sens si les changements ainsi obtenus représentent des étapes dans un processus dynamique et évolutif. Mais s'ils sont le résultat d'efforts ponctuels déployés sous d'intenses pressions à court terme et dans des conditions fort peu propices aux concessions et à une même compréhension des problèmes réels, il me semble alors qu'il s'agit d'un processus politique malsain.

Nécessité d'une perspective à long terme

Je ne préconise pas des changements globaux et radicaux pour aujourd'hui ou même demain. Mais je préconise une vue politique à long terme des choix que nous devons faire.

C'est là-dessus que Robert McNamara fondait ses observations, qui ont finalement mené à la création de la Commission Brandt.

Il nous faut une perception concertée et sérieuse, une perception politique des problèmes globaux, et notamment des besoins à long terme des pays en développement, tant au plan collectif qu'individuel. Il nous faut mesurer ces besoins en regard de l'efficacité des institutions existantes. Il nous faut examiner la performance et la contribution de ces institutions à l'égard des besoins permanents des pays développés. Il nous faut pouvoir considérer l'ensemble de la situation dans le long terme et du point de vue politique d'un partage équitable du pouvoir. Et quand je parle ici des institutions internationales, je parle en fait de l'accès aux outils nécessaires. Les contributions institutionnelles se mesurent non seulement en termes de leur efficacité à promouvoir les intérêts de tous les pays concernés, mais aussi en fonction de leur capacité d'améliorer l'accès aux outils que sont le capital, la technologie et les marchés.

Le fait est qu'il nous faut une perspective à long terme, une perspective qui balise nos choix aux plans international et national ainsi que notre recherche des mécanismes qui permettront de les mettre en oeuvre. En d'autres mots, un cadre de référence pour les choix politiques. Et puisque les choix ne peuvent être faits qu'au niveau politique, ce cadre doit être élaboré et accepté au niveau politique.

Si nous convenons que c'est justement le point de vue dont nous avons besoin, nous
